

**AVIS DE VACANCE**

**EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Intitulé du poste:**  (DG-DIR-UNITE) | **DEVCO-E-2** |
| **Chef d’unité :**  **Adresse e-mail :**  **Téléphone :**  **Nombre de postes disponibles:**  **Prise de fonction souhaitée :**  **Durée initiale souhaitée :**  **Lieu d’affectation :** | **Isabelle DELATTRE**  [**Isabelle.delattre@ec.europa.eu**](mailto:Isabelle.delattre@ec.europa.eu)  **+32 229-55025**  **1**  **1er trimestre 2020**  **2 ans**  **☑** A**utre: Lusaka, Zambia** |
|  | **☑**  **Sans frais** |
| **Cet avis est également ouvert**  □**aux pays AELE suivants :**  □ **Islande** □ **Liechtenstein** □ **Norvège** □ **Suisse**  □ **Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)** □**aux pays tiers suivants:**  □**aux organisations intergouvernementales suivantes:** | |

**1. Nature des fonctions**

Sous la supervision du Chef de Délégation et du Chef de Coopération, contribuer à la mise en œuvre de la stratégie régionale pour l'Afrique orientale-Afrique du Sud-Océan Indien (AE-AS-OI) pour le marché commun de la sous-région de l'Afrique orientale et australe (COMESA), y inclus le dialogue et la coordination politique tel que la préparation, la gestion, le suivi et l'évaluation des programmes. Les tâches principales comprennent:

**Analyse politique et conseil:**

* Soutenir et contribuer à l'analyse sectorielle et au dialogue politique avec le COMESA, les partenaires de coopération et les autres parties prenantes concernées dans le domaine de l'intégration régionale, de la facilitation des échanges et des investissements. Superviser et signaler régulièrement sur les sujets liés à la coopération régionale, à la facilitation des échanges et aux investissements.

**Gestion des programmes:**

* Contribuer à la programmation, à l'identification et à l'évaluation des projets de coopération régionale en étroite collaboration avec les services de la Commission européenne, le secrétariat du COMESA et les autres acteurs concernés.
* Contribuer à l'identification et à l'évaluation des propositions à mettre en œuvre en Zambie dans le cadre du Plan d'Investissement Européen Externe, en étroite collaboration avec les autorités compétentes, les institutions financières et d'autres acteurs clés.
* Assurer la supervision et le suivi technique, administratif et financier des projets / programmes régionaux, y compris la préparation et la mise en œuvre des évaluations de programmes.

**Représentation et Participation:**

* Développer et maintenir des contacts et des réseaux efficaces avec le secrétariat du COMESA, les Etats Membres de l'Union européenne, les autres partenaires de coopération et les acteurs concernés.
* Participer aux réunions techniques pertinentes du COMESA et des partenaires coopérants et représenter la Délégation.
* Participer aux activités et aux réunions de coordination régionale auxquelles participent le COMESSA et d'autres communautés économiques et régionales (CER).

**Communication:**

* Contribuer à la bonne visibilité des relations de développement UE-COMESA
* Participer activement à la rédaction de rapports réguliers et ad-hoc de la Délégation envoyé au Siège, en fournissant notamment des éléments pour le plan de gestion annuel, le rapport de gestion de l'aide extérieure et les fiches de projet.
* Produire et diffuser les impacts et les résultats des projets lors d'ateliers, séminaires, conférences et auteurs évènements publics
* Participer a la sensibilisation des médias sociaux de la Délégation.

**2. Qualifications requises**

**a) Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

• Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

• Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;

• Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

**b) Critères de sélection**

Diplôme

- diplôme universitaire ou

- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : économie, commerce, gestion administrative, développement ou autres domaines en rapport avec les tâches à accomplir.

Expérience professionnelle

Expérience en gestion de projets et de programme. Expérience professionnelle dans un pays en développement. Une expérience de travail dans la coopération régionale, le commerce et les investissements serait un avantage.

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

English

**3. Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidaturesous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>)en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents(tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle,…). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

**4. Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END). Le texte de cette décision est disponible sur <http://ec.europa.eu/civil_service/job/sne/index_fr.htm>.

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l’Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l’obligation de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

**5. Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.DDG.B4. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

**Informations de contact**

- **Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, HR.DDG.B.4, [HR-MAIL-B4@ec.europa.eu](mailto:HR-MAIL-B4@ec.europa.eu).

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

**- Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c’est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications nécessaires.